

**EDITORIAL**

De l'attitude respectueuse

Au cours des derniers mois, des débats sur la politique de la santé ont lieu à différents niveaux et sur différents sujets. Très souvent, l'accent est mis sur les coûts de notre système de santé, avec malheureusement des déclarations souvent indifférenciées. Mais ce qui m'attriste de plus en plus, c'est le caractère agressif et péremptoire des votes.

Lors de discussions avec certains assureurs, nous sommes habitués depuis longtemps à ce que les limites de la décence soient devenues flottantes. De manière générale, on sous-entend sans cesse du corps médical qu'il exige des prix exorbitants pour ses prestations. Sur la base de l'histoire, je peux simplement affirmer pour les médecins de famille que la dernière «augmentation de salaire» dans le canton de Zurich a eu lieu en 1993 (le supplément pour médecin de famille de l'intervention tarifaire 2014 était une compensation pour les pertes subies depuis l'introduction du Tar-med). Lors des négociations sur différents sujets, qu'il s'agisse de tarifs, de mesures ou d'obligations légales, les assureurs échangent réguliè-

ment les interlocuteurs ou remettent en question des points convenus au sein de la séance initiale. Cela ne témoigne pas d'un grand respect pour l'autre partie, ce n'est pas un travail sur un pied d'égalité. Le fait que le manque de respect soit parfois souligné par des déclarations dans ce sens est plus que déplaisant.

Comme je l'ai dit, ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau par contre, c'est que la politique et l'administration changent de ton. L'aspect de partenariat, de bienveillance, qui doit conduire à la recherche de solutions pour le système de santé n'est plus perceptible. Au contraire, les positions rigides sont maintenues à tout prix, même s'il est évident qu'elles sont in-

appropriées. On peut alors parler de «défendre sa position», mais s'il est évident que l'on s'est égaré, on peut aussi admettre pour une fois son erreur. Ne faudrait-il pas introduire un CIRS (Critical Incidence Reporting System) pour le débat politique?

Cela devient néanmoins difficile quand, au Conseil national, lors du débat sur une initiative que personne ne veut, pas même les initiateurs, on entend soudain s'élever des voix qui parlent de «cartel de la santé», d'un magasin libre-service, d'un «mouvement perpétuel de fausses incitations». Ce sont de graves accusations qui non seulement dénotent un manque de respect, mais constituent une véritable insulte pour tous ceux qui,

jour après jour, s'occupent et prennent soin des patients de notre pays, parfois au-delà de leurs ressources personnelles.

«J'en ai marre», a soufflé dans le micro un médecin de famille du Jura au congrès de la SSMIG. Il travaille dans son cabinet depuis plus de 20 ans, son chiffre d'affaires est resté à peu près le même pendant cette période, les dépenses ont nettement augmenté, ses assistant-e-s médicales reçoivent un salaire plus élevé, lui moins élevé: voilà la réalité du cabinet du médecin de famille! Et la politique et les médias l'accusent ensuite d'être un arnaqueur!

Le respect de l'engagement, le respect du travail, le respect de la personne doivent être à la base du développement futur de notre système de santé. Pour nos patient-e-s.

Philippe Luchsinger, Président mfe Médecines de famille et de l'enfance Suisse